

1. N. SARKOZY

(BVA pour Le Parisien, 2 juillet ; CSA pour BFM TV, 3 juillet ; Harris Interactive pour LCP, 3 juillet)

- ✓ **N. Sarkozy n'a convaincu que les siens** : son intervention télévisée a été jugée « *convaincante* » par 80% des sympathisants de droite et 94% des sympathisants UMP ; à l'inverse 89% des sympathisants de gauche ne l'ont pas trouvé convainquant.

L'angle choisi contre les juges n'était pas spontanément pas la plus favorable dans l'opinion : avant son interview, 63% des Français avaient ainsi le sentiment qu'il était « *traité comme n'importe quel justiciable* » et non pas « *traité particulièrement durement pour des raisons politiques* ».

La posture de victimisation fonctionne cependant bien, comme par le passé, auprès des sympathisants de droite. 70% d'entre eux l'ont ainsi jugé convainquant sur le manque d'indépendance de la justice ; contre 49% des Français et 14% des sympathisants de gauche.

- ✓ **L'épisode semble, à ce stade, impacter son image** : les jugements sur « *a fait son temps* » bondissent de 11 points (à 59%) ; ceux sur « *honnête* » régressent de 5 points (à 23%) ; ceux sur « *crédible* » de 4 points (à 39%).

Les mesures à chaud sont toutefois fragiles, et il ne faut sans doute **pas surestimer les mouvements de l'opinion**, qui a développé une forme de cynisme sur ce type d'affaires, vues comme très répandues et touchant l'ensemble du spectre politique.

N. Sarkozy conserve par ailleurs l'image d'un homme « *solide, ayant de l'autorité* » (72%), « *dynamique* » (73%) et « *courageux* » (59%).

- ✓ **Si une certaine bascule au profit d'A. Juppé pourrait se voir dans l'opinion** (peut-être fragile : les traits d'image d'A. Juppé y restent très moyens), **elle n'atteint pas encore l'UMP, où N. Sarkozy reste clairement soutenu** :

- ainsi si 65% des Français ne souhaitent pas son retour (dont 48% « pas du tout ») ; à l'inverse 65% des sympathisants de droite le souhaitent, et 72% des sympathisants UMP.
- N. Sarkozy reste en tête des personnalités préférées des sympathisants UMP pour les représenter en 2017 (50% ; A. Juppé étant à 31%) comme auprès des sympathisants de droite (38% ; contre 32% pour A. Juppé).

La concurrence semble cependant monter à droite, et il n'est pas impossible que s'ancre progressivement l'idée que N. Sarkozy ne soit pas le seul choix possible.

2. CONFERENCE SOCIALE

(CSA pour Les Echos, 4 juillet)

- ✓ L'opinion attend principalement de la conférence sociale « *d'assurer l'insertion professionnelle des jeunes* » (49%, dont 26% en premier) ; de « *garantir le pouvoir d'achat des ménages* » (41%, dont 20% en premier) et « *d'amplifier l'action pour l'emploi* » (35%, dont 22% en premier).

Le « *retour à la croissance par l'investissement* » ne fait pas partie des attentes prioritaires (sauf pour les cadres) ; pas plus que « *le renforcement du dialogue social* » (10%) : la conférence sociale n'est ainsi **pas vue comme un évènement important en termes de méthode**.

3. REFORME DE L'ACTION PUBLIQUE

(Ifop pour Acteurs publics, 1^{er} juillet)

- ✓ **Transparence, simplification, évaluation** sont les maîtres mots des demandes concernant la réforme de l'action publique.

Ainsi 89% des Français souhaitent « *une plus grande transparence de l'efficacité des services publics* » ; 87% « *la simplification et dématérialisation des procédures* » et 87% « *l'évaluation systématique et régulière des grandes politiques publiques* ».

- ✓ Le second grand champ de demandes concerne la **refonte de la « relation de services »** et du **lien avec les usagers**, en particulier en utilisant davantage le numérique.

84% des Français jugent ainsi important « *d'interroger davantage les usagers sur l'évaluation de l'efficacité des services publics* » ; 84 % « *d'utiliser davantage le numérique pour la délivrance de services publics* » et 81% « *d'intégrer davantage des initiatives civiques dans l'action de l'administration* ».

Ces résultats rejoignent des études qualitatives montrant que les attentes relationnelles des Français vis-à-vis du service public sont **calquées sur les standards les plus élevés du privé**. La relation de service offerte par les entreprises a en effet profondément évolué ces dernières années, mais pas celle de l'administration : ce décalage est fréquemment mis en avant dans les demandes d'amélioration. **L'attente semble finalement moins à la proximité géographique qu'à l'accessibilité des solutions offertes**, y compris par internet (services online obtention d'acte de naissance, de déclaration fiscale, ...).

4. AUTRES

- ✓ Baromètres de **popularité** : cf. note séparée.
- ✓ Etude LH2 pour la PQR sur la **réforme territoriale** : cf. note séparée./.